

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1056

[S - C - 2001/29172]

29 MARS 2001. — Décret modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Article 1^{er}. L'article 14^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est complété comme suit :

« 6° en matière d'affectation à titre complémentaire, conformément à l'article 45, § 2^{ter}. »

Art. 2. L'article 14^{quater}, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est complété comme suit :

« 5° en matière d'affectation à titre complémentaire, conformément à l'article 45, § 2^{ter}. »

Art. 3. L'article 19 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 19. Par dérogation à l'article 18, le ministre peut, par décision motivée, après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire et préalablement à l'application de l'article 20 du présent arrêté, procéder à la désignation à titre temporaire d'une personne qui remplit toutes les conditions prescrites par l'article 18, hormis celle visée au point 8 de cette disposition.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, sont désignées par priorité les personnes classées dans le premier groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat.

Le nombre de jours prestés en vertu d'une désignation effectuée sur base de la présente disposition sera pris en considération pour le classement des candidats établi conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité dès que le membre du personnel aura fait régulièrement acte de candidature pour ladite fonction et dans la zone dans laquelle il a bénéficié d'une désignation à titre temporaire en application de la présente disposition.

Toute désignation faite sur base de la présente disposition est effectuée pour une période déterminée avec pour limite extrême la fin de l'année scolaire au cours de laquelle débute cette période. »

Art. 4. Dans l'article 26^{bis} du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) il est inséré un point 3°^{bis} rédigé comme suit :

« 3°^{bis} les temporaires prioritaires, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations. »;

b) il est inséré un point 3^{ter} rédigé comme suit :

« 3°^{ter} les membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations. »;

c) le point 12° est remplacé par la disposition suivante :

« 12° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés à titre complémentaire dans l'établissement. »;

d) il est ajouté un point 13° libellé comme suit :

« 13° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés ou affectés à titre principal dans l'établissement. »;

2° le § 2, alinéa 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° l'attribution d'un complément de prestations à un membre du personnel de la même zone nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes ou désigné en qualité de temporaire prioritaire dans une fonction à prestations incomplètes, qui en fait la demande dans le courant du mois de février. »

Art. 5. Il est inséré dans le même arrêté un article *37bis* rédigé comme suit :

« Article *37bis*. A sa demande, un membre du personnel désigné en qualité de temporaire prioritaire dans une fonction à prestations incomplètes peut obtenir un complément de prestations, dans un ou plusieurs autres établissements de la zone où il est désigné en qualité de temporaire prioritaire, pour autant que ce complément ne soit pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel visé à l'article *26bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^{ter} à 13°.

A sa demande, le membre du personnel qui a obtenu un complément de prestations le conserve aussi longtemps que les conditions visées à l'alinéa précédent sont remplies.

Les demandes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être introduites dans le courant du mois de février auprès du ministère de la Communauté française. L'octroi d'un complément de prestations sort ses effets au plus tôt le 1^{er} septembre suivant.

Par complément de prestations au sens du présent article, il faut entendre l'attribution pour une durée indéterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'année scolaire, dans un ou plusieurs autres établissements de la zone où il est désigné en qualité de temporaire prioritaire, de périodes de cours temporairement ou définitivement vacantes de la fonction dans laquelle il est désigné en qualité de temporaire prioritaire, à un membre du personnel désigné en qualité de temporaire prioritaire dans une fonction à prestations incomplètes. »

Art. 6. Dans l'article 45 du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 4 juillet 1994 et 9 janvier 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les termes « à qui n'a pu être attribué une fonction à prestations complètes » sont remplacés par les termes « à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes au moins égal à celui pour lequel il est rétribué »;

2° dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Par complément de charge, au sens du présent paragraphe, il faut entendre l'attribution dans un ou plusieurs autres établissements à un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes et qui se trouve en perte partielle de charge, de périodes de cours temporairement ou définitivement vacantes de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif, en compensation du nombre de périodes de cours pour lequel il est déclaré en perte partielle de charge. »

3° il est inséré un § *2bis* rédigé comme suit :

« § *2bis*. A sa demande, un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut obtenir un complément de prestations, dans l'établissement où il est affecté et/ou dans un ou plusieurs autres établissements, pour autant que ce complément ne soit pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel visé à l'article *26bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° à 13°.

A sa demande, le membre du personnel qui a obtenu un complément de prestations, le conserve aussi longtemps que les conditions visées à l'alinéa précédent sont remplies.

Les demandes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être introduites dans le courant du mois de février auprès du ministère de la Communauté française. L'octroi d'un complément de prestations produit ses effets au plus tôt le 1^{er} septembre suivant.

Par complément de prestations au sens du présent paragraphe, il faut entendre l'attribution pour une durée indéterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'année scolaire, à un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes :

1° dans l'établissement où il est affecté, de périodes de cours temporairement vacantes relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif;

2° dans un ou plusieurs autres établissements, de périodes de cours temporairement ou définitivement vacantes relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif. »;

4° il est inséré un § *2ter* rédigé comme suit :

« § *2ter*. A sa demande, un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut se voir accorder par le Gouvernement, sur avis de la Commission zonale d'affectation concernée et de la Commission interzonale d'affectation, l'extension de sa nomination à titre définitif à un ou plusieurs emplois définitivement vacants dans un ou plusieurs autres établissements, pour autant que cet ou ces emplois :

1° relève(nt) de la fonction dans laquelle le membre du personnel est nommé à titre définitif;

2° soi(en)t définitivement vacant(s) à la date de la décision gouvernementale après que la Commission zonale d'affectation concernée ainsi que la Commission interzonale d'affectation auront procédé aux opérations statutaires mentionnées respectivement aux articles *14ter*, 1° à 4°, et *14quater*, 1° à 3°, du présent arrêté.

Le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui souhaite obtenir l'extension de sa nomination à titre définitif dans un ou plusieurs autres établissements introduit, par pli recommandé, une demande au Gouvernement dans le courant du mois de février. Il adresse une copie de sa demande au(x) président(s) de la(des) Commission(s) zonale(s) d'affectation où se situe(nt) ce ou ces établissements ainsi qu'au président de la Commission interzonale d'affectation. La demande précise le(s) établissement(s) où le membre du personnel souhaite obtenir l'extension de sa nomination.

L'extension de la nomination à titre définitif obtenue conformément aux dispositions de l'alinéa précédent est limitée, le 1^{er} septembre suivant, au nombre de périodes définitivement vacantes qui peuvent être confiées à cette date au membre du personnel. »;

5° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes est affecté dans un seul établissement.

Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes est affecté à titre principal dans un seul établissement et, s'il bénéficie de l'extension de la nomination à titre définitif prévue au § *2ter* du présent article, est affecté à titre complémentaire dans l'(les) établissement(s) où il bénéficie de ladite extension.

Aucun membre du personnel ne peut conserver son affectation à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements dès qu'il peut lui être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'établissement où il est affecté à titre principal.

Un membre du personnel peut renoncer, à sa demande, à son affectation à titre principal dès qu'il peut lui être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'(les) établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire. »

Art. 7. L'article 48 du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 4 juillet 1994 et 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, est complété par le paragraphe suivant :

« § 7. Le bénéfice des dispositions prévues au présent article ne peut être accordé au membre du personnel nommé à titre définitif et affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs établissements pour les prestations qu'il accomplit dans cet (ces) établissement(s). »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 8. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif, soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, et affecté à l'établissement, affecté à titre principal dans l'établissement sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou affecté à titre principal dans l'établissement et à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, est mis en disponibilité par défaut d'emploi lorsqu'aucune période vacante dans sa fonction n'a pu lui être confiée dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, où dans l'ensemble des établissements ou il est affecté à titre principal et à titre complémentaire.

Le membre du personnel visé au § 1^{er}, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes vacantes au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou dans les établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, est mis en perte partielle de charge. »

Art. 9. L'article 3*bis* du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3*bis*. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} du présent arrêté n'est mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction dans un emploi vacant et ce, dans l'ordre fixé par l'article 26*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 11°, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Ensuite, lorsqu'un membre du personnel visé à l'article 1^{er} du présent arrêté doit être mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi, d'abord est/sont mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi, un/des membres du personnel affecté(s) à titre complémentaire dans l'établissement, ou le membre du personnel affecté à titre principal dans l'établissement, puis est mis en perte partielle de charge ou est/sont mis en disponibilité par défaut d'emploi un/des membre(s) du personnel affecté(s) dans l'établissement. »

Art. 10. L'article 3*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel en perte partielle de charge peuvent se voir confier un complément d'attributions. »

Art. 11. L'article 3*quater*, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque, dans les conditions fixées par l'article 3*bis*, doit être mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, est mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française. »

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 1996 modifiant, en ce qui concerne les membres du personnel dont l'établissement fait l'objet d'une fusion d'établissements, la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 12. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 1996 modifiant, en ce qui concerne les membres du personnel dont l'établissement fait l'objet d'une fusion d'établissements, la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1^{er}. Les emplois disponibles dans l'établissement issu de la fusion égalitaire sont attribués selon l'ordre suivant :

1° aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre et affectés ou affectés à titre principal dans l'un des établissements fusionnés;

2° aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre et affectés à titre complémentaire dans l'un ou plusieurs des établissements fusionnés;

3° aux membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif;

4° aux membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur ont été confiées à titre de complément de charge;

5° aux membres du personnel temporaires prioritaires;

6° aux membres du personnel bénéficiaires d'un changement provisoire d'affectation;

7° aux membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif;

8° aux membres du personnel nommés à titre définitif et affectés à titre principal dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion, pour les prestations qui leur ont été confiées à titre de complément de prestations;

9° aux membres du personnel temporaires prioritaires dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion, pour les prestations qui leur ont été confiées à titre de complément de prestations.

§ 2. 1° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 1°, affectés ou affectés à titre principal dans l'un des établissements fusionnés sans être affectés à titre complémentaire dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion et à qui ne peut être attribué un emploi, sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

2° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 1°, affectés à titre principal dans l'un des établissements fusionnés et affectés à titre complémentaire dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion et à qui ne peut être attribué un emploi, sont mis en perte partielle de charge.

3° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 2°, à qui n'a pu être attribué un emploi, sont mis en perte partielle de charge.

4° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 3°, qui ne peuvent être rappelés à l'activité de service sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

5° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 4°, qui ne peuvent obtenir un complément de charge se retrouvent dans la situation qui était la leur avant que ne leur ait été attribué un complément de charge dans l'un des établissements fusionnés.

6° les membres du personnel temporaires prioritaires visés au § 1^{er}, 5°, à qui ne peut être attribué un emploi sont, dans la mesure du possible, rappelés en service conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal.

7° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 6°, qui ne peuvent continuer à bénéficier d'un changement provisoire d'affectation reprennent leurs fonctions dans l'établissement où ils sont définitivement affectés. Si l'emploi dont ils étaient titulaires a été déclaré vacant, conformément à l'article 48, § 6, de l'arrêté royal, et que, dans leur établissement, tout emploi vacant correspondant à la fonction à laquelle ils sont nommés est occupé par un temporaire prioritaire, ils sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

8° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 7°, qui ne peuvent être rappelés à l'activité de service sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

9° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 8° et 9°, qui ne peuvent obtenir un complément de prestations se retrouvent dans la situation qui était la leur avant que ne leur ait été attribué un complément de prestations dans l'un des établissements fusionnés. »

Art. 13. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. § 1^{er}. Les emplois disponibles dans l'établissement A sont attribués, à la date de la fusion, selon l'ordre suivant :

1° aux membres du personnel de l'établissement A nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre et affectés ou affectés à titre principal dans l'établissement A;

2° aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre et affectés à titre complémentaire dans l'établissement A;

3° aux membres du personnel rappelés à l'activité de service dans l'établissement A pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif;

4° par rappel provisoire à l'activité de service, aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient à ce titre et qui, dans l'établissement B, étaient affectés ou affectés à titre principal sans être affectés à titre complémentaire dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion;

5° à titre de complément de charge, aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient à ce titre et qui étaient affectés à titre principal dans l'établissement B et à titre complémentaire dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion;

6° à titre de complément de charge, aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient à ce titre et qui étaient affectés à titre complémentaire dans l'établissement B;

7° par rappel provisoire à l'activité de service, aux membres du personnel rappelés à l'activité de service dans l'établissement B pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif;

8° aux membres du personnel bénéficiaires, dans l'établissement A, d'un complément de charge qui, s'il échet, peut être complété;

9° aux membres du personnel temporaires prioritaires dans l'établissement A;

10° aux membres du personnel bénéficiaires d'un changement provisoire d'affectation dans l'établissement A;

11° aux membres du personnel qui ont été rappelés à l'activité de service dans l'établissement A pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif;

12° aux membres du personnel nommés à titre définitif et affectés à titre principal dans un établissement qui ne fait pas l'objet de la fusion, pour les prestations qui leur étaient confiées à titre de complément de prestations dans l'établissement A;

13° aux membres du personnel temporaires prioritaires dans un des établissements qui ne fait pas l'objet de la fusion, pour les prestations qui leur étaient confiées à titre de complément de prestations dans l'établissement A.

§ 2. 1° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 4° et 7°, à qui ne peut être attribué un emploi restent en disponibilité par défaut d'emploi.

2° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 5° et 6°, à qui ne peut être attribué un emploi restent en perte partielle de charge.

3° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 8°, qui ne peuvent obtenir un complément de charge comme précisé ci-dessus se retrouvent dans la situation qui était la leur avant que ne leur ait été attribué un complément de charge.

4° les membres du personnel temporaires prioritaires visés au § 1^{er}, 9°, à qui ne peut être attribué un emploi sont, dans la mesure du possible, rappelés en service conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal.

5° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 10°, qui ne peuvent continuer à bénéficier d'un changement provisoire d'affectation reprennent leurs fonctions dans l'établissement où ils sont définitivement affectés. Si l'emploi dont ils étaient titulaires a été déclaré vacant, conformément à l'article 48, § 6, de l'arrêté royal, et que, dans leur établissement, tout emploi vacant correspondant à la fonction à laquelle ils sont nommés est occupé par un temporaire prioritaire, ils sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

6° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 11°, qui ne peuvent être rappelés à l'activité de service sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

7° les membres du personnel visés au § 1^{er}, 12° et 13°, qui ne peuvent obtenir un complément de prestations comme précisé ci-dessus se retrouvent dans la situation qui était la leur avant que ne leur ait été attribué un complément de prestations. »

Art. 14. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Pour autant qu'un emploi définitivement vacant puisse leur être attribué dans l'établissement A, les membres du personnel visés à l'article 8, § 1^{er}, 3°, sont réaffectés définitivement dans cet établissement à la date de la fusion. ».

Art. 15. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Pour autant qu'un emploi définitivement vacant puisse leur être attribué dans l'établissement A, les membres du personnel visés à l'article 8, § 1^{er}, 4°, sont réaffectés définitivement dans cet au 1^{er} octobre suivant la date de la fusion.

Pour autant que le complément de charge dont bénéficient les membres du personnel visés à l'article 8, § 1^{er}, 5° et 6°, soit constitué d'un nombre de périodes de cours définitivement vacantes au moins égal à celui pour lequel ils ont été déclarés en perte partielle de charge, ces membres du personnel sont, respectivement, affectés à titre principal et affectés à titre complémentaire dans l'établissement A le 1^{er} octobre suivant la date de la fusion. »

Art. 16. Dans l'article 11 du même arrêté, les termes « à l'affectation à titre principal, à l'affectation à titre complémentaire, » sont insérés entre les termes « à l'affectation, » et les termes « à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ».

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoire et finale

Art. 17. Par dérogation à l'article 45, § 2^{ter}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui souhaite obtenir, au 1^{er} septembre 2001, l'extension de sa nomination à titre définitif dans un ou plusieurs autres établissements, introduit, par pli recommandé, une demande au Gouvernement pour le 1^{er} mai 2001 au plus tard. Il adresse une copie de sa demande au(x) président(s) de la (des) commission(s) zonale(s) d'affectation où se situe(nt) ce ou ces établissement(s) ainsi qu'au président de la Commission interzonale d'affectation. La demande précise le(s) établissement(s) où le membre du personnel souhaite obtenir l'extension de sa nomination.

Afin d'émettre un avis sur les demandes visées à l'alinéa 1^{er}, les commissions d'affectation précitées se réunissent au plus tard fin mai 2001.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 15 avril 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 149-1. — Amendements de commission, n° 149-2. — Rapport, n° 149-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2001.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1056

[S - C - 2001/29172]

29 MAART 2001. — Decreet tot wijziging van de regelgeving betreffende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Artikel 1. Artikel 14ter, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 10 juni 1993 en vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994, wordt als volgt aangevuld :

« 6° inzake de aanvullende opdracht, overeenkomstig artikel 45, § 2ter. »

Art. 2. Artikel 14quater, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 10 juni 1993 en vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994, wordt als volgt aangevuld :

« 5° inzake de aanvullende opdracht, overeenkomstig artikel 45, § 2ter. »

Art. 3. Artikel 19 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, opgeheven door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 9 januari 1996, wordt opnieuw ingevoegd en luidt als volgt :

« Artikel 19. In afwijking van artikel 18 kan de minister, bij een met reden omklede beslissing, na uitputting van de lijst van kandidaten voor een tijdelijke aanstelling en vóór de toepassing van artikel 20 van dit besluit, overgaan tot de tijdelijke aanstelling van een persoon die voldoet aan alle voorwaarden die vermeld staan in artikel 18, uitgezonderd de voorwaarde bedoeld in punt 8 van deze bepaling.

Voor de toepassing van het eerste lid worden aangewezen, in volgorde van prioriteit, de personen die gerangschikt staan in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs.

Het aantal dagen gepresteerd krachtens een aanstelling die gebeurde op grond van deze bepaling, zal in aanmerking genomen worden voor de rangschikking van kandidaten, opgesteld overeenkomstig voormeld koninklijk besluit van 22 juli 1969, zodra het personeelslid zich volgens de regels kandidaat heeft gesteld voor voornoemd ambt en in de regio waarbinnen hij genoot van een tijdelijke aanstelling krachtens deze bepaling.

Iedere aanstelling gedaan op grond van deze bepaling gebeurt voor een bepaalde duur met als uiterste termijn het einde van het schooljaar tijdens hetwelk deze periode aanving. »

Art. 4. In artikel 26bis van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 1992 en vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid :

a) wordt een punt 3°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 3°bis de prioritaire tijdelijken, voor de prestaties die hen als bijbetrekking werden toevertrouwd. »;

b) wordt een punt 3°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 3°ter de vast benoemde personeelsleden, voor de prestaties die hen als bijbetrekking werden toevertrouwd. »;

c) wordt punt 12° vervangen door de volgende bepaling :

« 12° de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat zij uitoefenen en aanvullend geaffecteerd zijn in de inrichting. »;

c) wordt een punt 13° toegevoegd, luidend als volgt :

« 13° de personeelsleden die vast benoemd zijn in ambt dat zij uitoefenen en geaffecteerd of hun hoofdopdracht hebben in de inrichting. »;

2° § 2, tweede lid, 1°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° de toewijzing van een aanvullende opdracht aan een personeelslid van dezelfde regio dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties of prioritair tijdelijk aangesteld is in een ambt met onvolledige prestaties, die deze aanvraagt tijdens de maand februari. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 37bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 37bis. Een personeelslid dat als prioritair tijdelijke is aangesteld in een ambt met onvolledige prestaties kan, op zijn verzoek, een aanvullende opdracht krijgen in één of meerdere andere inrichtingen van de regio waar hij is aangesteld in de hoedanigheid van prioritair tijdelijke, voor zover deze aanvullende opdracht niet noodzakelijk is om de last te helpen dragen van een personeelslid bedoeld in artikel 26bis, § 1, eerste lid, 3°ter tot 13°.

Het personeelslid dat op zijn verzoek een aanvullende opdracht verkregen heeft, behoudt deze zolang de in het vorige lid bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

De verzoeken bedoeld in het eerste en het tweede lid moeten ingediend worden tijdens de maand februari bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De toewijzing van aanvullende prestaties treedt pas in voege ten vroegste op 1 september daaropvolgend.

Onder aanvullende prestaties in de zin van dit artikel dient men te verstaan de toewijziging, voor een onbepaalde duur, met als uiterste deadline de laatste dag van het schooljaar, in één of meerdere andere inrichtingen van de regio binnen dewelke hij is aangesteld als prioritair tijdelijke, van tijdelijk of definitief vakant verklaarde lestijden voor het ambt waarin hij is aangesteld als prioritair tijdelijke, aan een personeelslid dat is aangesteld in de hoedanigheid van prioritair tijdelijke in een ambt met onvolledige prestaties. »

Art. 6. In artikel 45 van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 10 juni 1993 en gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994 en 9 januari 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden « aan wie geen ambt met volledige prestaties kon worden toegewezen » vervangen door de woorden « aan wie in zijn ambt geen aantal lestijden kon worden toegekend minstens gelijk is aan het aantal waarvoor hij wordt betaald »;

2° in § 2, wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Onder aanvullende opdracht, in de zin van deze paragraaf, dient men te verstaan de toekenning, in een of meerdere andere inrichtingen, aan een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met volledige of onvolledige prestaties en dat gedeeltelijk opdrachtverlies lijdt, van tijdelijke of definitief vakant verklaarde lestijden voor het ambt waarvoor hij vast benoemd werd, ter compensatie van het aantal lestijden waarvoor hij gedeeltelijk opdrachtverlies lijdt. »;

3° er wordt een § *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *2bis.* Een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties kan, op eigen verzoek, aanvullende prestaties verkrijgen in de inrichting waar hij aangesteld is en/of in één of meerdere andere inrichtingen, voor zover deze aanvulling niet dient om de last te helpen dragen van een personeelslid bedoeld in artikel *26bis*, § 1, eerste lid, 4° tot 13°.

Het personeelslid dat op zijn verzoek aanvullende prestaties verkregen heeft, behoudt deze zolang de in het vorige lid bedoeld voorwaarden vervuld zijn.

De verzoeken bedoeld in het eerste en het tweede lid moeten ingediend worden tijdens de maand februari bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De toewijzing van aanvullende prestaties treedt pas in voege ten vroegste op 1 september daaropvolgend.

Onder aanvullende prestaties in de zin van deze paragraaf dient men te verstaan de toewijziging, voor een onbepaalde duur, met als uiterste deadline de laatste dag van het schooljaar, aan een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties :

1° in de inrichting waar hij aangesteld is, van lestijden die tijdelijk vakant zijn en passen bij het ambt waarin hij vast benoemd is;

2° in één of meerdere andere inrichtingen, van lestijden die tijdelijk of definitief vakant zijn en passen bij het ambt waarin hij vast benoemd is. »;

4° er wordt een § *2ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *2ter.* Een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties kan, op eigen verzoek, zich door de Regering, op advies van de betrokken zonale affectatiecommissie en de interzonale affectatiecommissie, een verlenging zien toekennen van zijn vaste benoeming voor één of meerdere definitieve vakante betrekkingen in één of meerdere inrichtingen, voor zover deze betrekking(en) :

1° past(sen) bij het ambt waarin het personeelslid vast benoemd is;

2° definitief vakant is(zijn) op de datum van de beslissing van de regering en nadat de betrokken zonale affectatiecommissie evenals de interzonale affectatiecommissie zijn overgegaan tot de statutaire verrichtingen respectievelijk bedoeld in artikelen *14ter*, 1° tot 4°, en *14quater*, 1° tot 3°, van dit besluit.

Het personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties en dat een verlenging wenst te krijgen voor zijn vaste benoeming in één of meerdere andere inrichtingen dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de Regering tijdens de maand februari. Hij stuurt een kopie van zijn aanvraag naar de voorzitter(s) van de zonale affectatiecommissie(s) waar deze inrichting(en) gelegen is/zijn alsook naar de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie. De aanvraag vermeldt duidelijk de inrichting(en) waar het personeelslid de verlenging van zijn benoeming wenst te bekomen.

De verlenging van de vaste benoeming, verkregen overeenkomstig de bepalingen van het vorig lid wordt, op 1 september daaropvolgend, beperkt tot het aantal definitief vakante lestijden die op die dag toevertrouwd kunnen worden aan het personeelslid. »;

5° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met volledige prestaties wordt aangesteld in één enkele inrichting.

Een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties wordt in een hoofdbetrekking aangesteld in één enkele inrichting en, indien hij geniet van een verlenging van de vaste benoeming bedoeld in § *2ter* van dit artikel, wordt hij aanvullend aangesteld in de inrichting(en) waar hij deze verlenging geniet.

Geen enkel personeelslid mag zijn aanvullende opdracht behouden in één of meerdere andere inrichtingen zodra hem definitief een ambt kan worden toevertrouwd met volledige prestaties in een inrichting waar hij zijn hoofdopdracht uitoefent.

Een personeelslid kan, op eigen verzoek, afzien van zijn hoofdopdracht zodra hem definitief een ambt kan worden toevertrouwd met volledige prestaties in de inrichting(en) waar hij zijn aanvullende opdracht uitvoert. »

Art. 7. Artikel 48 van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994 en 12 januari 1998 en door het decreet van 17 mei 1999, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 7. De begunstiging van de in dit artikel bedoelde bepalingen kan niet worden verleend aan het personeelslid dat is vast benoemd en een aanvullende opdracht heeft in één of meerdere inrichtingen voor prestaties die hij in deze inrichting(en) verricht. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 8. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Het vast benoemd personeelslid, onderworpen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en aangesteld in de inrichting, aangesteld in een hoofdbetrekking in de inrichting zonder een aanvullende opdracht te hebben in één of meerdere andere inrichtingen, of in een hoofdbetrekking aangesteld en een aanvullende opdracht te hebben in één of meerdere andere inrichtingen, wordt ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking wanneer hem geen enkele andere vakante lestijd in zijn ambt kon worden toevertrouwd in de inrichting waar hij aangesteld is of een hoofdbetrekking heeft zonder een aanvullende opdracht te hebben in één of meerdere andere inrichtingen of in alle inrichtingen waar hij een hoofd- en aanvullende opdracht heeft.

Het in § 1 bedoeld personeelslid, dat niet ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking en dat in zijn ambt geen aantal vakante lestijden gelijk aan het aantal waarvoor hij betaald wordt, kon worden toegekend in de inrichting waar hij aangesteld is of een hoofdopdracht heeft zonder een aanvullende opdracht te hebben in één of meerdere andere inrichtingen, of in de inrichtingen waar hij een hoofd- en aanvullende opdracht heeft, wordt geplaatst op gedeeltelijk opdrachtverlies. »

Art. 9. Artikel 3*bis* van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 10 juni 1993 en vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3*bis*. Het in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelslid wordt pas op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking nadat er een einde werd gesteld aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in een vakante betrekking en dit in de volgorde vastgesteld door artikel 26*bis*, § 1, eerste lid, 1° tot 11°, van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Wanneer een in artikel 1 van dit besluit bedoeld personeelslid op gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst of ter beschikking gesteld bij ontstentenis van een betrekking, wordt/worden vervolgens eerst op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking, het/de personeelsleden die een aanvullende opdracht hebben in de inrichting, of het personeelslid dat een hoofdopdracht heeft in de inrichting, vervolgens wordt/worden op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking, een/de personeelsleden die aangesteld is zijn in de inrichting. »

Art. 10. Artikel 3*ter*, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 10 juni 1993 en vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De personeelsleden met gedeeltelijk opdrachtverlies kunnen een aanvullende opdracht toegewezen krijgen. »

Art. 11. Artikel 3*quater*, eerste lid, van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 10 juni 1993 en vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer, binnen de voorwaarden bepaald door artikel 3*bis*, een personeelslid dat vast benoemd is in een aanstellingsambt op gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst of ter beschikking gesteld bij ontstentenis van een betrekking, wordt het personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 juli 1996 tot wijziging voor het personeel van gefuseerde inrichtingen, van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 12. Artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 juli 1996 tot wijziging voor het personeel van gefuseerde inrichtingen, van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. § 1. De beschikbare betrekkingen in de uit de egalitaire samenvoeging voortvloeiende inrichting worden toegewezen volgens onderstaande volgorde :

1° aan de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen en aangesteld zijn of een hoofdopdracht hebben in een van de samengevoegde inrichtingen;

2° aan de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen en een aanvullende opdracht hebben in één of meerdere samengevoegde inrichtingen;

3° aan de personeelsleden die voor onbepaalde duur teruggeroepen werden in actieve dienst in het ambt waarvoor zij vast benoemd werden;

4° aan de personeelsleden die vast benoemd zijn, voor de prestaties die hen als bijbetrekking werden toevertrouwd;

5° aan de prioritair tijdelijke personeelsleden;

6° aan de personeelsleden die een voorlopige aanstellingsverandering genieten;

7° aan de personeelsleden die voor onbepaalde duur teruggeroepen werden in actieve dienst in een ander ambt dan hetgene waarvoor zij vast benoemd werden;

8° aan de personeelsleden die vast benoemd zijn en een hoofdopdracht hebben in een inrichting die niet is samengevoegd, voor de prestaties die hen als bijbetrekking werden toevertrouwd;

9° aan de prioritair tijdelijke personeelsleden in een inrichting dat geen deel uitmaakt van de fusie, voor de prestaties die hen als bijbetrekking werden toevertrouwd.

§ 2. 1° De in § 1, 1°, bedoelde personeelsleden die aangesteld zijn of hun hoofdbetrekking hebben in een van de samengevoegde inrichtingen zonder een bijbetrekking te hebben in een inrichting die geen deel uitmaakt van de fusie en aan wie geen betrekking kan worden toegewezen, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

2° De in § 1, 1°, bedoelde personeelsleden die hun hoofdbetrekking hebben in een van de samengevoegde inrichtingen en een bijbetrekking hebben in een inrichting die geen voorwerp uitmaakt van de samenvoeging en aan wie geen betrekking kan worden toegewezen, worden op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst.

3° de in § 1, 2°, bedoelde personeelsleden aan wie geen betrekking kon worden toegewezen, worden op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst.

4° de in § 1, 3°, bedoelde personeelsleden die niet in actieve dienst teruggeroepen kunnen worden, worden ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking.

5° de in § 1, 4°, bedoelde personeelsleden die geen aanvullende opdracht mogen krijgen, verkeren in de situatie die de hunne was voordat een aanvullende opdracht hun werd toegekend in een van de samengevoegde inrichtingen.

6° de in § 1, 5°, bedoelde prioritair tijdelijke personeelsleden aan wie geen betrekking kan worden toegewezen, worden in de mate van het mogelijke, in dienst teruggeroepen overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van het koninklijk besluit.

7° de in § 1, 6°, bedoelde personeelsleden die geen voorlopige aanstellingsverandering mogen blijven genieten, hervatten hun ambt in de inrichting waar zij definitief werden aangesteld. Indien de betrekking waarvan zij titularis waren, open verklaard werd, overeenkomstig artikel 48, §6, van het koninklijk besluit, en indien elke betrekking die overeenkomt met het ambt waarin zij werden benoemd, in hun inrichting, door een prioritair tijdelijke wordt bekleedt, worden zij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

8° de in § 1, 7°, bedoelde personeelsleden die niet in actieve dienst mogen worden teruggeroepen, worden opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

9° de in § 1, 8° en 9°, bedoelde personeelsleden die geen aanvullende opdracht mogen krijgen, verkeren in de situatie die de hunne was voordat een aanvullende opdracht hun werd toegekend in één van de samengevoegde inrichtingen. »

Art. 13. Artikel 8 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. § 1. De beschikbare betrekkingen in inrichting A worden, op de datum van de samenvoeging, volgens onderstaande volgorde toegekend :

1° aan de personeelsleden van inrichting A die vast benoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen en aangesteld zijn of hun hoofdbetrekking hebben in inrichting A;

2° aan de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen en aanvullend aangesteld zijn in inrichting A;

3° aan de personeelsleden die voor onbepaalde duur in inrichting A in actieve dienst teruggeroepen worden in het ambt waarin zij vast benoemd zijn;

4° door voorlopige terugroeping in actieve dienst, aan de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenden en die, in inrichting B, aangesteld waren of hun hoofdbetrekking hadden zonder een aanvullende opdracht te hebben in een inrichting die geen deel uitmaakt van de samenvoeging;

5° als aanvullende opdracht, aan de personeelsleden die vast benoemd waren in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenden en die hun hoofdbetrekking hadden in inrichting B en een aanvullende opdracht in een inrichting die geen deel uitmaakt van de samenvoeging;

6° als aanvullende opdracht, aan de personeelsleden die vast benoemd waren in het ambt dat zij uitoefenden in deze hoedanigheid en die een aanvullende opdracht hadden in inrichting B;

7° door voorlopige terugroeping in actieve dienst, aan de personeelsleden die in inrichting B voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen worden in het ambt waarin zij vast benoemd zijn;

8° aan de personeelsleden die, in inrichting A, genoten van een aanvullende opdracht die eventueel kan worden aangevuld;

9° aan de prioritair tijdelijke personeelsleden in inrichting A;

10° aan de personeelsleden die in inrichting A een voorlopige aanstellingsverandering genieten;

11° aan de personeelsleden die in inrichting A voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen zijn in een ander ambt dat datgene waarin zij vast benoemd zijn;

12° aan de personeelsleden die vast benoemd zijn en een hoofdbetrekking hebben in een inrichting die geen deel uitmaakt van de samenvoeging, voor de prestaties die hen als bijbetrekking in inrichting A werden toevertrouwd;

13° aan de prioritair tijdelijke personeelsleden in een van de inrichtingen die geen deel uitmaakt van de samenvoeging, voor de prestaties die hun als bijbetrekking in inrichting A werden toevertrouwd.

§ 2. 1° de in § 1, 4° en 7°, bedoelde personeelsleden aan wie geen betrekking kan worden toegewezen, blijven ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking.

2° de in § 1, 5° en 6°, bedoelde personeelsleden aan wie geen betrekking kan worden toegekend, blijven met een gedeeltelijk opdrachtverlies.

3° de in § 1, 8°, bedoeld personeelsleden die geen aanvullende opdracht kunnen krijgen zoals hierboven verduidelijkt, verkeren in de situatie die de hunne was voordat hun een aanvullende opdracht werd toevertrouwd.

4° de in § 1, 9°, bedoelde prioritair tijdelijke personeelsleden aan wie geen betrekking kan worden toegekend, worden in de mate van het mogelijke terug in actieve dienst geroepen overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van het koninklijk besluit.

5° de in § 1, 10°, bedoelde personeelsleden die niet mogen blijven genieten van een voorlopige aanstellingsverandering hervatten hun ambt in de inrichting waar zijn vast benoemd zijn. Indien de betrekking waarvan zij titularis waren, open verklaard werd, overeenkomstig artikel 48, §6, van het koninklijk besluit, en indien elke betrekking die overeenkomt met het ambt waarin zij werden benoemd, in hun inrichting, door een prioritair tijdelijke wordt bekleedt, worden zij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

6° de in § 1, 11°, bedoelde personeelsleden die niet in actieve dienst mogen worden teruggeroepen, worden opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

7° de in § 1, 12° en 13°, bedoelde personeelsleden die geen aanvullende opdracht mogen krijgen zoals hierboven beschreven, verkeren in de situatie die de hunne was voordat een aanvullende opdracht hun werd toegekend. »

Art. 14. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De in artikel 8, § 1, 3°, bedoelde personeelsleden worden, voor zover een definitief vakante betrekking hun mag worden toegekend in inrichting A, in deze inrichting op de datum van de fusie definitief gereffecteerd. »

Art. 15. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. Mits een vakante betrekking in inrichting A kan worden toegewezen aan de in artikel 8, § 1, 4°, bedoelde personeelsleden, worden zij er voorgoed gereffecteerd op 1 oktober na de datum van de samenvoeging.

Voor zover deze aanvullende opdracht waarvan de in artikel 8, § 1, 5° en 6°, bedoelde personeelsleden genieten, bestaat uit een aantal definitief vakant verklaarde lestijden gelijk aan minstens dat aantal waarvoor zij met gedeeltelijk opdrachtverlies verklaard werden, worden deze personeelsleden respectievelijk in een hoofdbetrekking en een bijbetrekking aangesteld in inrichting A op 1 oktober na de datum van de samenvoeging.

Art. 16. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden « de affectatie in hoofdfunctie, de aanvullende affectatie » ingevoegd tussen de woorden « de reffectatie, » en de woorden « terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking ».

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. In afwijking van artikel 45, § 2^{ter}, tweede lid, van het voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, dient het personeelslid dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties en dat, op 1 september 2001, de verlenging van zijn vaste benoeming in één of meerdere andere inrichtingen wenst te bekomen, via een aangetekend schrijven, uiterlijk tegen 1 mei 2001 een aanvraag in bij de Regering. Hij stuurt een kopie van zijn aanvraag naar de voorzitter(s) van de zonale affectatiecommissie(s) waar deze inrichting(en) gelegen is/zijn alsook naar de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie. De aanvraag vermeldt duidelijk de inrichting(en) waar het personeelslid de verlenging van zijn benoeming wenst te bekomen.

Teneinde een advies te kunnen uitbrengen over de in het eerste lid bedoelde aanvragen, zullen de voormelde affectatiecommissies uiterlijk tegen eind mei 2001 vergaderen.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 15 april 2001.

Verkundigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 27 maart 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de opvang
en de opdrachten toegewezen aan de 'O.N.E.',
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

Zitting 2000-2001.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 149-1. — Amendementen van de commissie, nr. 149-2. — Verslag, nr. 149-3.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming, Zitting van 27 maart 2001.